



Independent observer
of the Global Fund

Des organisations de la société civile se réunissent au Ghana pour intensifier leur participation aux programmes du Fonds mondial

Une réunion de deux jours a rassemblé des militants de la société civile et communautaires, le Fonds mondial, les partenaires techniques et des représentants des pouvoirs publics pour les préparer en vue d'une participation plus significative à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial en Afrique.

La troisième réunion annuelle de la plateforme régionale de l'Afrique anglophone, qui s'est tenue les 26 et 27 avril 2018 à Accra (Ghana), fait partie d'une série de réunions coorganisées à Accra par les Réseaux nationaux d'Afrique orientale d'organisations de lutte contre le sida (EANNASO), Hope for Future Generations (HFFG) et Non State Actors of Ghana. L'EANNASO héberge la plateforme régionale de communication et de coordination pour l'Afrique anglophone, qui est une composante de l'initiative stratégique du Fonds mondial sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre. Parmi les participants figuraient des défenseurs de la santé actifs dans le domaine du VIH, de la tuberculose et du paludisme, ainsi que des membres d'ICN représentant la société civile et des communautés de personnes vivant avec les trois maladies et touchées par elles, originaires de 24 pays anglophones et lusophones d'Afrique orientale, occidentale, australe et centrale.

Leçons tirées

D'après Nooliet Kabanyana, gestionnaire de programme du centre d'appui technique pour la plateforme de l'Afrique anglophone, la réunion était l'occasion de tirer les leçons de la réunion [de la plateforme régionale de l'Afrique anglophone] de 2017 à Kigali (Rwanda). « À Kigali, on venait de nous présenter la nouvelle stratégie 2017/2022 du Fonds mondial et les principales caractéristiques de la nouvelle architecture, et de nombreux pays de la région en étaient aux premiers stades de la préparation de leurs demandes de financement auprès du Fonds mondial », commente Mme Kabanyana. « Cette année, nous

avons pu faire le point sur les leçons tirées de la première phase de l'initiative spéciale Communautés, droits et genre (2014/2016) et réellement renforcer les capacités des groupes communautaires et de la société civile en vue d'identifier l'appui technique et d'y accéder de manière adéquate aux différents stades du cycle de financement, en particulier pour soutenir la mise en œuvre des programmes ».

Uliane Appolinario, du département des questions liées aux communautés, aux droits et au genre, a évoqué les progrès accomplis dans la promotion d'un programme tenant compte des droits humains et du genre dans l'ensemble du portefeuille. Elle a décrit les travaux en cours du Fonds mondial visant à définir tout l'éventail de systèmes et ripostes communautaires et d'interventions communautaires au sein des investissements du Fonds mondial. Elle a également parlé des efforts destinés à documenter et promouvoir des démarches de suivi communautaire afin d'améliorer l'impact des services et des programmes. Un thème récurrent partagé par les différents représentants du Fonds mondial au cours de la réunion était le fait qu'il est crucial que la société civile maintienne sa participation tout au long du cycle de financement, mais plus particulièrement durant le stade de la mise en œuvre. Ils ont par ailleurs souligné l'occasion inégalable que présente le fait que, pour la première fois, le département CDG fournit de l'assistance technique en matière de suivi stratégique et de suivi communautaire des subventions.

Études de cas sur la programmation innovante du Fonds mondial

La réunion a également été l'occasion de présenter des exemples de programmation innovante issus des quatre coins du continent, au travers d'études de cas. Les présentateurs ont abordé différents thèmes : participation de la société civile dans des contextes d'intervention difficiles comme le Soudan du Sud où, malgré les conflits et l'insécurité, une plateforme nationale de groupes de la société civile et communautaires est actuellement mise sur pied, programmation en faveur des adolescentes et des jeunes femmes au Kenya, suivi communautaire en Sierra Leone afin de fournir des retours sur la qualité des services dans les centres DOTS, et identification des « cas manquants de tuberculose » (les personnes qui n'ont pas été diagnostiquées et/ou ont besoin d'un traitement) au travers de pairs éducateurs, de systèmes d'orientation et de mobilisation communautaire en faveur de l'observance au Mozambique.

Lycy Wanjiku Njenga, de Young Women Voices au Kenya, a donné une présentation sur la façon dont des coalitions de jeunes femmes et de filles parviennent à influencer la programmation du Fonds mondial. « On n'allait pas nous donner voix au chapitre, alors nous l'avons exigée, nous nous sommes fait entendre et nous avons fait en sorte que nos voix soient écoutées. Au sein de l'équipe de rédaction du Fonds mondial, les adolescentes et les jeunes femmes étaient représentées par une jeune femme intimidée par les programmeurs, qui ne la laissaient du reste pas participer à la conversation », explique Mme Njenga.

« Grâce au soutien de Lean on Me, deux autres représentantes des adolescentes et des jeunes femmes ont pu participer à la rédaction. D'autres membres et membres d'ICN ont dû exercer une grande pression pour garantir que nos priorités ne soient pas éliminées. » Reconnaisant la tendance à ignorer les jeunes femmes en présence de médecins, d'universitaires et de militants plus âgés et expérimentés, elle a rappelé à l'assemblée que les jeunes femmes sont tout indiquées pour comprendre leurs propres problèmes et concevoir des solutions à ces problèmes, et qu'il y a donc lieu de les consulter dès le début.

Pérennité, transition, financement de contrepartie et mobilisation de ressources nationales

La pérennité, la transition et le financement de contrepartie, autant de sujets qui ne reçoivent pas autant d'attention dans cette région qu'ailleurs, ont été abordés durant une table ronde. Olayide Akanni, de Journalistes contre le sida (JAAIDS selon l'acronyme anglais), a parlé de l'expérience du Nigeria, où l'allocation 2014/2016 du Fonds mondial a été réduite de 15 pour cent, soit 170,61 millions de dollars, en raison du non-respect de l'engagement de financement de contrepartie (voir le [numéro 64 de l'OFM](#)). Elle

a recommandé une stratégie de mobilisation de ressources nationales vaste et à l'échelle du pays, énonçant clairement la façon dont les contributions financières fédérales et au niveau des États sont capturées. Mme Akanni a également fait valoir qu'il est crucial de « promouvoir une compréhension partagée parmi les parties prenantes des différentes clauses et conditions de chaque accord de subvention ».

Nana Gleeson, du réseau botswanais sur les questions liées à l'éthique, au droit et au VIH (Bonela), a décrit l'expérience du Botswana concernant la préparation en vue de la mise en œuvre de la dernière subvention paludisme du pays, avertissant que les populations clés sont particulièrement vulnérables dans le contexte de la transition ; selon elle, les militants africains seraient bien avisés d'examiner les études de cas d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Europe de l'Est, qui offrent des exemples de bonnes pratiques et de pièges potentiels.

De nombreux participants ont été choqués d'apprendre que le Fonds mondial cesserait de financer certains pays – en particulier en Afrique. Linda Mafu, directrice du plaidoyer politique et de la société civile au Fonds mondial, a parlé de mobilisation de ressources nationales. Elle a notamment présenté certaines réalisations clés de 2017, dont les dialogues nationaux sur le financement de la santé organisés au Togo, au Bénin et au Sénégal, et la finalisation des plans de pérennité au Kenya et en Tanzanie. Elle a également cité les pays qui ont été identifiés comme pays hautement prioritaires pour la mobilisation de ressources nationales en 2018, à savoir l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, l'Ouganda, le Bénin, le Togo, le Burkina Faso, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, le Malawi et le Liberia.

De la théorie à la pratique

La réunion comportait des présentations sur la façon dont la société civile peut utiliser les données épidémiologiques et les faits avérés pour influencer les programmes, sur la manière dont les partenaires techniques forment les communautés à la riposte aux trois maladies et sur les leçons tirées de la fourniture d'assistance technique dans la région. Ainsi, les participants ont pris connaissance des différentes formes d'assistance technique disponibles au travers du département des questions liées aux communautés, aux droits et au genre, de la International HIV/AIDS Alliance, l'ONUSIDA et du partenariat Halte à la tuberculose. Lors de séances de travail en groupe, les participants ont pu s'exercer à identifier et à formuler les besoins en assistance technique.

Sous-représentation du paludisme

Malgré le fait que, d'après l'OMS, 91 pour cent des décès dus au paludisme se concentrent en Afrique subsaharienne, peu de représentants du paludisme étaient présents à la réunion, ce qui illustre le défi auquel la plateforme régionale est confrontée en matière d'engagement des constitutions liées au paludisme. Des investissements accrus dans la lutte contre le paludisme et des efforts visant à consolider un message sur l'importance d'approches tenant compte des droits humains et du genre ont stimulé un plus grand nombre de demandes d'assistance technique au niveau des subventions paludisme, mais il reste encore beaucoup à faire. Stephen McGill, directeur exécutif de Stop AIDS in Liberia (SAIL), vivant lui-même avec le VIH et défenseur de longue date de la lutte contre le sida, a appelé les personnes présentes à décloisonner la lutte contre les maladies et à « se joindre à la lutte contre le paludisme ». La salle était suspendue à ses lèvres tandis qu'il racontait l'histoire de son fils, qui a contracté le paludisme et y a succombé le lendemain.

Prochaines étapes

La deuxième dame du Ghana, Mme Samira Bawumia, a clôturé la rencontre par un appel à une participation accrue de la société civile, y compris des organisations communautaires et confessionnelles,

ainsi qu'à une vision ambitieuse. « Il est temps de faire le nécessaire pour parvenir à la couverture sanitaire universelle telle qu'elle est envisagée dans les objectifs de développement durable des Nations Unies, de manière à ce que tout le monde ait accès aux soins de santé à des prix abordables ».

Pour leur part, de nombreux participants se sont engagés à présenter des demandes d'assistance technique à l'appui d'initiatives de suivi communautaire en vue d'identifier et d'éliminer les goulots d'étranglement liés à la mise en œuvre. Les participants ont également travaillé ensemble à l'élaboration de feuilles de route nationales recensant toutes les procédures nationales clés pertinentes pour le Fonds mondial ayant lieu au niveau des trois maladies au cours de l'année à venir. L'EANNASO se servira de cette information pour prévoir les besoins en matière d'appui et élaborer des stratégies permettant de faire en sorte que les communautés soient prêtes à participer.

L'EANNASO, en tant qu'hôte de la plateforme régionale, a réitéré sa mission de soutien à l'élaboration de demandes d'assistance technique et de partage de l'information stratégique sur le Fonds mondial et d'études de cas présentant des expériences de pays pertinentes.

Globalement, les participants ont qualifié la réunion de réussite et ont apprécié cette occasion d'apprendre de leurs pairs et de rentrer dans leur pays avec des stratégies concrètes.

D'après Caoimhe Smyth, du partenariat Halte à la tuberculose : « L'expérience et l'engagement des personnes présentes étaient par moments époustouflants, et je ne demandais qu'à ce que d'autres personnes aient pu en être témoins. J'ai également le sentiment que la présence de la communauté [de lutte contre la tuberculose], la disponibilité d'outils et les expériences partagées étaient bien plus forts cette année, ce qui m'a rappelé tout le chemin que nous avons parcouru. »

[Read More](#)
